



Thinking Africa

## NOTE DE RECHERCHE

# L'AFRIQUE DANS LE COLLIMATEUR DE L'ISLAM RADICAL

NKALWO NGOULA JOSEPH LEA

---

*Titulaire d'une licence en anthropologie sociale et culturelle obtenu en 2013 à l'université de Yaoundé I.  
NKALWO NGOULA JOSEPH LEA, poursuit en Master I Sciences politiques, option Etudes internationales  
à l'université de Douala.*

## INTRODUCTION

Environ 30 morts et une centaine de blessés, c'est le triste bilan du double attentat-suicide qui a frappé la ville de N'Djamena, cœur du pouvoir du général Idriss Deby, le 15 juin 2015. Comme pour rappeler à ce dernier que sa forteresse reste poreuse et qu'il est toujours possible pour un groupe comme Boko Haram d'activer ses cellules dormantes aussi bien sur le territoire tchadien que dans n'importe quel autre pays qui s'engagerait dans une guerre sans merci contre lui. Il s'agit manifestement d'un message fort lancé par le groupe terroriste Boko Haram. Et malheureusement, les messages de ce type, délivrés par des groupes extrémistes, sont légion sur le continent africain. La corne de l'Afrique, le Maghreb, le Sahel, les grands lacs et l'Afrique centrale sont ainsi devenus les théâtres d'attaques des djihadistes qui entendent y installer un véritable sanctuaire. Malgré l'insécurité chronique qui caractérise le continent depuis l'accession à la souveraineté des jeunes États africains, une telle surenchère de la violence contestataire n'avait jamais été observée jusqu'à aujourd'hui. Qu'est ce qui explique cette profusion de la violence de facture djihadiste en terre africaine? Qui en sont les principaux acteurs, quels sont leurs modes opératoires et quid de leurs agendas? Ces éléments invitent également à s'interroger sur le rôle que pourrait jouer l'Afrique dans le développement du djihad global. Cette note vise à répondre à ces différents questionnements en proposant une géographie du terrorisme en Afrique. De l'Afrique du nord à la région des grands lacs en passant par le sahel, la corne de l'Afrique et l'Afrique centrale, nous caractériserons les dynamiques terroristes à l'œuvre afin d'esquisser les contours de la terreur islamiste en terre africaine.

**MOTS-CLÉS :** Afrique, salafisme, terrorisme, crois djihadiste, géopolitique.

## LE TERRORISME : NOUVEAUX VISAGE DE L'INSÉCURITÉ EN AFRIQUE

L'instabilité chronique du continent africain ne date pas d'aujourd'hui. Les États africains ont, depuis les indépendances, été aux prises de dynamiques guerrières qui ont affecté la conjoncture sécuritaire du continent.

Les guerres de libération nationale ont donné le ton. La deuxième moitié du 20<sup>e</sup> siècle a été caractérisée par une montée des revendications indépendantistes parfois portées par des groupes armés qui recouraient à la violence pour évincer la puissance impérialiste du territoire national. Les cas du Cameroun, de Madagascar, de l'Angola et de l'Algérie sont significatifs à cet égard. La vague des putschs a pris le relais. Des coups

d'état souvent suivis d'une longue période d'instabilité ont plongé dans l'inertie totale certains États. Au cours des 50 dernières années, l'Afrique a connu plus de 70 coups d'états, produits dans 26 pays différents dont 60 % appartenaient à l'Afrique francophone.

Certains États ont fait face à des mouvements armés sécessionnistes ou séparatistes qui revendiquaient, par la violence, l'autonomie d'une parcelle du territoire national : la Casamance au sud du Sénégal, l'Érythrée au nord-ouest de l'Éthiopie, le Katanga au sud-est de la République Démocratique du Congo (RDC) et le territoire de l'Azawad au nord du Mali ont fait l'objet de telles revendications.

Les génocides, tels le massacre des Tutsi qui a causé la mort de plus d'un million et demi de rwandais entre avril et juillet 1994, constituent également l'une des facettes de ces affrontements meurtriers, à l'instar des conflits interethniques ou interconfessionnels qui ont opposé, par exemple, les Hutu aux Tutsi au Burundi, les Kikuyu aux Luos au Kenya, les Bété aux Dioula en Côte d'Ivoire, les Nuer aux Dinka au Soudan du Sud, les Bayangu aux Bororos au Cameroun, la Séléka aux Antibalaka en RCA, et très schématiquement un nord musulman à un sud chrétien.

Ce panorama des affrontements qui marquent l'histoire contemporaine de l'Afrique, inclut également les conflits interétatiques, très souvent motivés par des politiques expansionnistes poursuivies par certains États (comme la Libye sur la Bande d'Aozou située en territoire tchadien, l'Afrique du Sud contre l'Angola durant la période de l'apartheid) et les actes de piraterie enregistrés dans le Golf de Guinée et le Golf d'Aden.

Ce tableau synoptique des violences armées en Afrique invite ainsi à considérer l'évolution des conflits au gré des conjonctures politiques et géopolitiques. Face à la mondialisation du terrorisme islamique, dont l'onde de choc s'est progressivement propagée au-delà de son épicerie moyen orientale, les conflits en Afrique ont connu des transformations profondes dans les *modus-operandis* et les ressources mobilisés par les différents protagonistes.

Le terrorisme islamique présente aujourd'hui, sur le sol africain, le nouveau visage de l'insécurité. Longtemps utilisé sous d'autres cieux comme moyen de revendication politique, l'action terroriste s'est exporté en Afrique à la fin du 20<sup>e</sup> siècle et a rapidement trouvé un écho favorable en Algérie, auprès du Groupe Salafiste pour la Prédication et le Combat (GSPC) qui devint Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) en janvier 2007. L'action de ce groupe fit des émules et encouragea la prolifération de groupuscules terroristes dans les différentes sous régions du continent africain

## LA GÉOGRAPHIE DU TERRORISME ISLAMISTE EN AFRIQUE

En dehors de l'Afrique australe, qui paraît aujourd'hui relativement à l'abri du péril djihadiste, l'ensemble des autres régions du continent est menacé par des groupes terroristes qui nourrissent le rêve d'y bâtir une véritable Umma (communauté des croyants musulmans) épurée des infidèles et des mécréants. Si l'objectif commun à tous ces groupes est la mise en place d'un ordre islamique, force est de constater que chaque région affiche une certaine singularité dans la pratique du djihad. En d'autres termes, le Maghreb, le Sahel, la corne de l'Afrique, l'Afrique centrale et les grands lacs expérimentent chacun une forme particulière de terrorisme, singulière dans son fondements, ses manifestations, ses moyens et ses acteurs.

### L'AFRIQUE DU NORD : BERCEAU DU RADICALISME ISLAMIQUE EN AFRIQUE ?

L'Afrique du nord qui regroupe le Maroc, l'Algérie, la Tunisie, la Libye et l'Égypte a historiquement abrité un islam plutôt modéré, exception faite de l'Égypte dont le rôle dans le développement de la pensée salafiste est prépondérant. Ce rappel historique invite à souligner que l'Islam ne peut être considéré comme une religion qui prône la violence. Cependant certains théologiens ont construit des doctrines religieuses visant à légitimer la violence. Soulignons également que l'islamisme doit être distingué de l'islam : loin d'être une idéologie religieuse, ce concept désigne l'usage des principes de l'islam à des fins politiques. Cette doctrine, souvent qualifiée « d'Islam politique », est une instrumentalisation de l'Islam pour réaliser des objectifs politiques, notamment de mobilisation des masses ou de légitimation politique des régimes.

C'est en 1928, peu après l'effondrement de l'empire ottoman, que l'Égypte va abriter les prémices de cette idéologie politico-sociale sous la plume de Hassan Al-Banna. Il va fonder le parti dénommé « Frères musulmans », qui entend conquérir le pouvoir et faire de la Charia (loi islamique) une source d'inspiration du droit. Une répression sans précédent sera engagée contre les adeptes de ce mouvement par les présidents Nasser et Sadate entre 1960 et 1980.

Face à cette répression, certains adeptes vont se radicaliser en versant dans un courant plus fondamentalisme, désigné aujourd'hui sous le nom de salafisme<sup>1</sup>. Toujours en Égypte, c'est le penseur Sayyid Qotb, militant des Frères musulmans, qui lutta activement contre le régime de « Nasser le mécréant » et théorisa dans les années 1960 le retour à un islam politique où le djihad a une place centrale, qui élaborera la base doctrinale du salafisme. Issu de l'arabe salaf, qui signifie

« ancêtre », le salafisme encourage le retour à un « islam des origines », conforme à celui qui a été pratiqué par les ancêtres issus des trois premières générations de musulmans. Ce courant va emprunter trois voies principales : le salafisme quiétiste ou missionnaire, qui se traduit dans l'enseignement d'un islam puriste et dans la promotion des œuvres de bienfaisances, le salafisme politique - qui vise à la création d'un État islamique par les voies politiques telles que les élections par exemple, et le salafisme djihadiste qui prône le recours à l'action violente et au terrorisme pour reformer la société et y instaurer un ordre islamique.

La prédominance des partis laïques tels que les partis Baas en Afrique du nord, et le châtime infligé aux fidèles des courants salafistes - Sayyid Qotb sera pendu par Nasser - a toutefois contribué à réduire considérablement le champ d'action des salafistes et entraîné leur départ vers d'autres théâtres d'affrontements, tels l'Afghanistan, l'Arabie Saoudite, la Bosnie ou la Palestine.

Un événement majeur va réactiver les cellules salafistes en Afrique : les printemps arabes. Formes de contestations populaires plus ou moins violentes contre les régimes dynastiques à la tête de certains États de la région, ces mouvements populaires permettront de renverser Ben Ali en Tunisie, le 14 janvier 2011, Hosni Moubarak en Égypte, le 11 février 2011 et Mouammar Kadhafi en Libye, le 23 octobre 2011. Si les manifestations en Égypte et en Tunisie ont été relativement pacifiques, cela n'a pas été le cas de la Libye qui a connu une rébellion armée soutenue par une coalition internationale composée de la France, des États-Unis, de la Grande Bretagne, du Canada et du Qatar. Cette coalition a engagé des frappes aériennes sur les positions de l'armée loyaliste.

Le renversement de ces régimes semble avoir favorisé la réémergence de courants islamistes dans l'espace politique. Le retour des partis islamistes tels que Ennahda en Tunisie et les Frères musulmans en Égypte sont symptomatiques de la montée en puissance d'un salafisme politique qui vient faire de l'ombre aux mouvements dominants du paysage politique<sup>2</sup>. À ce fondamentalisme vient se greffer un salafisme djihadiste porté, cette fois, par des mouvements terroristes. Citons, à ce propos, Ansar Al-sharî'a qui à ses racines en Tunisie et des branches en Libye et en Algérie<sup>3</sup> et a commis plusieurs attentats et deux assassinats politiques après les printemps. Évoquons, également, les filiales d'Al-Qaïda en Égypte, en Algérie, en Libye et en Tunisie ainsi que l'« État islamique » qui multiplie les attentats en Libye, dans la péninsule du Sinaï égyptien et sur des sites touristiques en Tunisie (Musée du Bardo à Tunis et station balnéaire de Sousse, notam-

ment). Nombreux sont aujourd'hui les Algériens, les Égyptiens et les Tunisiens<sup>4</sup> qui ont rejoint les rangs de l'État islamique et de Jabhat Al-Nostra pour mener le djihad en Syrie et en Irak. Le possible retour de ces djihadistes dans leurs pays respectifs pourrait, à terme, signifier l'extension de l'« État islamique » dans le Maghreb et le Machrek ainsi que la multiplication des attaques terroristes dans cette région déjà très instable. Les craintes nourries à cet égard sont d'autant plus fortes que l'interdiction des Frères musulmans et leur entrée dans la clandestinité pourrait rendre les choses encore plus difficiles.

Par ailleurs, l'effondrement de l'État libyen a donné la voie à une dérégulation du marché de la sécurité en Afrique du nord, offrant ainsi une base arrière aux mouvements djihadistes et un terreau fertile pour toute sorte de radicalisme et de fondamentalisme. La fragilisation d'une puissance régionale et même d'un pivot géopolitique comme la Libye a attisé l'expansion du terrorisme transnational en Afrique du nord et dans le Sahel.

Le sahel : sanctuaire de la multinationale Al-Qaïda

Région semi-désertique, où s'est développé le trafic très lucratif de migrants et de drogues en provenance d'Amérique latine et en partance pour l'Europe, le Sahel<sup>5</sup> offre un paysage favorable au développement d'un djihadisme global pour plusieurs raisons. Premièrement, la présence abondante de grottes et d'abris sous roche permet aux groupes actifs d'échapper à l'observation aérienne ou satellitaire. Deuxièmement, le Sahel est une terre d'irrédentisme, comme en témoignent la rébellion Touareg (Mouvement National de Libération de l'Azawad-MNLA) qui a pris le contrôle du nord du Mali en Mars 2012, le développement du Polisario qui revendique l'autonomie du sahraoui occidental et l'action des Toubous du Tchad qui s'opposent au pouvoir central de N'Djamena. Troisièmement, cette zone est la plate-forme d'une contrebande à grande échelle qui s'y organise depuis des millénaires, ce qui fait d'elle l'un des plus grands espaces de non-droit dans le monde<sup>6</sup>.

Cette zone grise a été le réceptacle africain des filiales de la multinationale Al-Qaïda. Historiquement localisé en territoire Afghan, son champ d'action s'est progressivement déplacé vers le Sahel en passant par le Pakistan, l'Irak, le Yémen et la Somalie.

Les États de la zone Sahélo-Saharienne sont menacés par la montée de groupes salafistes qui veulent y instaurer un ordre islamique. C'est le Groupe Islamique Armé (GIA) né en Algérie qui fut l'un des premiers acteurs de cette épopée salafiste. En 1998, le Groupe Salafiste pour la Prédication et le Combat (GSPC) se détache du GIA et replie progressivement ses com-

mandos dans le Sahara. Il prête allégeance à Al-Qaïda en 2006 et devient Al-Qaïda au Maghreb Islamique (AQMI)<sup>7</sup>. La responsabilité d'AQMI dans plus de 80 enlèvements au Mali, en Mauritanie, en Algérie, en Tunisie, au Niger, et au Nigéria à partir de 2007, traduit sa volonté de poursuivre un djihad qui ignore les frontières étatiques et méprise les souverainetés nationales. Mais AQMI sera traversé par des tensions internes qui opposent les intransigeants chefs religieux aux narcotrafiants qui opèrent suivant une logique purement affairiste, en se livrant notamment au grand banditisme, au kidnapping et au trafic de drogue. C'est ce qui entrainera son atomisation continue et conduira à la prolifération de plusieurs mouvements islamistes qui garderont une filiation idéologique avec Al-Qaïda.

Le Mouvement pour l'Unité du Jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO) va, dans cette logique, s'émanciper de la tutelle d'AQMI. Ce groupe djihadiste nomade désormais entre la Mauritanie, l'Algérie, le Mali et le Niger avec l'appui d'un autre mouvement qui a joué un rôle déterminant dans la crise malienne : Ançar Dine (défenseur de l'islam). Il s'agit d'un groupe Touareg qui veut instaurer la charia sur le territoire de l'Azawad (nord du Mali), historiquement revendiqué par les rebelles Touareg. Une autre branche dissidente, Al-Mourabitoune dirigée par le doyen du terrorisme sahélien Mokhtar Belmokhtar, s'est particulièrement démarquée par ses enlèvements d'expatriés occidentaux et l'attaque spectaculaire de l'usine de gaz d'In Amenas en Algérie. En 2013 à Washington, le Centre International d'Étude du Terrorisme estimait à plus de 1288 attentats et près de 8000 morts, le bilan des actions des djihadistes dans le Sahel en dix ans. Ce bilan s'alourdit considérablement si l'on intègre les forfaits menés en 2014 et 2015. La montée en puissance de ces groupes a, en effet, été accélérée par l'effondrement de l'État libyen, qui leur a permis de se doter d'armes lourdes<sup>8</sup>. Depuis le début de l'année 2015, les attaques des groupes djihadistes présents dans le Sahel touchent principalement de nord et le centre du Mali.

## LA CORNE DE L'AFRIQUE ET LES GRANDS LACS SOUS LA MENACE DES SHEBABS

L'Afrique orientale est également connue pour son instabilité chronique, caractérisée par des guerres intestines qui résultent de la remise en cause permanente des frontières étatiques et des irrédentismes qui s'y développent. Dans ce contexte agité, va naître le groupe islamiste Al-Shabaab, qui représente la figure tutélaire d'un islam rigoriste qui se développe dans la corne de l'Afrique.

Al-shabaab, («jeune» ou «jeunesse» en arabe) est un groupe terroriste constitué d'anciens combattants djihadistes revenus d'Afghanistan entre 2002 et 2003. L'un de ces fondateurs, Aden Hashi Farah, a été formé dans les camps afghans d'Oussama Ben Laden avant de retourner en Somalie pour y instaurer un régime islamiste, régit par la Sharia. Créé en 2006, le mouvement présente un agenda local, appelant au djihad contre le régime du président somalien Cheick Sharif Cheick Ahmed, contre les représentants des États-Unis en Somalie et contre la présence «des Croisés Sionistes» dans le pays. Il va s'implanter progressivement en se nourrissant des pathologies d'un État somalien dont la viabilité tient davantage de la fiction que de la réalité.

Après avoir prêté officiellement allégeance à Al-Qaïda en 2009, le groupe projette d'étendre son action au-delà des frontières somaliennes et engage des incursions en Ouganda et au Nord du Kenya à partir de 2010<sup>9</sup>. Ces pays sont visés en représailles à leur engagement au sein de l'AMISOM, cette force régionale déployée en 2007 par l'Union africaine pour maintenir la paix en Somalie. Ces attaques menées hors du territoire somalien marquent un tournant décisif dans la stratégie du groupe et renseignent sur sa volonté d'apparaître désormais comme l'entrepreneur d'un djihadisme transnational. La start-up du terrorisme se développe, noue des alliances avec les milices locales présentes en Somalie et ailleurs<sup>10</sup>, évite les affrontements directs et adopte une tactique de guérilla. Le groupe multiplie les attaques autant spectaculaires que coûteuses en vies humaines sur des cibles aussi variées que les bases de l'AMISOM en Somalie, le centre commercial Westgate à Nairobi, les bus de passagers, les restaurants, etc. en utilisant des Engins Explosifs Improvisés et des attentats suicides.

Al-shabaab se positionne désormais comme une véritable force transnationale. Au cours des huit dernières années, il a étendu son théâtre d'opération au-delà du sud-ouest de la Somalie et touché le Kenya (Nairobi dans le Nord Est, les villes côtières de Lamu et Mombassa), l'Ouganda (Kampala), la Tanzanie (Arusha), l'Éthiopie et Djibouti. Les spectaculaires attaques de l'université de Garissa à l'Est du Kenya le 2 avril 2015 (147 morts et une centaine de blessés) et de la base militaire de l'AMISOM gardée par le contingent Burundais, le 26 juin 2015, peuvent être interprétées comme des messages délivrés par le mouvement djihadiste pour signifier que sa capacité de nuisance reste intacte. D'autres groupes, qui se sont résolus de prolonger le djihad en Afrique centrale, paraissent particulièrement attentifs à ces signaux.

## L'AFRIQUE CENTRALE DANS LE VISEUR DE BOKO HARAM

Avec plus de 15 000 morts à son actif et près d'un million et demi de déplacés seulement pour la région du nord du Nigéria, Boko Haram incarne la nouvelle figure d'un terrorisme islamique qui n'a d'égal que celui de l'État Islamique dans le Machrek. La cruauté des exactions commises par ce groupe témoigne de la surenchère auquel il se livre dans le marché très concurrentiel de la violence politique.

En 2002, Mohammed Yusuf fonde dans le Nord-est du Nigéria une secte islamiste qui rejette la modernité occidentale et se revendique d'un islam rigoriste inspiré d'un courant wahhabo-salafiste (sorte d'idéologie hybride qui associe la doctrine salafiste et le wahhabisme présent en Arabie Saoudite). Après l'assassinat de son leader historique en juillet 2009, Boko Haram entre dans la clandestinité et engage une insurrection armée pilotée par son nouveau leader, Aboubakar Shehau. Ce dernier multiplie progressivement des offensives qui reposent sur une tactique hybride, associant des logiques de guérilla, des modes d'actions terroristes (attaques-suicides, installations d'engins explosifs improvisés, attaques des bus, massacre des civiles) et des logiques criminelles (vol de bétail, pillage des villages, trafic d'armes).

La secte islamiste va également se projeter au-delà de son épicerie historique localisé au nord-est du Nigéria, pour toucher l'ensemble des pays qui se partagent le bassin du Lac Tchad : le Nord du Cameroun, le Sud Ouest du Niger et les îles Tchadiennes du lac Tchad. Il faut noter que le contexte socio-économique délétère a beaucoup servi au développement de Boko Haram dans la région : la montée du groupe résulte des effets conjugués de l'abandon de ces zones périphériques par les pouvoirs centraux des États de la région, de la montée du chômage et de la précarisation de la jeunesse. Le développement de l'économie parallèle ou criminelle qui s'est développée autour du lac Tchad (avec la vente du zouazoua, une sorte de carburant frelaté, et le trafic d'armes) et l'assèchement du Bassin du lac Tchad qui a perdu 90 % de sa superficie (avec pour corollaire la cessation des activités économiques qui s'y étaient développées) semblent également avoir joué un rôle majeur à ce propos. C'est sur ces faiblesses structurelles que Boko Haram s'est appuyé pour enrôler les jeunes de la région et constituer une armée de milliers de soldats - entre 6 000 et 30 000 selon les experts.

Depuis l'entrée en lice de l'armée camerounaise et nigérienne dans les combats, et la vaste offensive menée par les troupes tchadiennes et nigériennes dans le nord-est du Nigéria à partir de février 2015, le groupe s'est considérablement affaibli et a perdu la

majorité des territoires qu'il avait sous son contrôle. L'allégeance de Boko Haram à l'État Islamique en mars 2015 n'a pas permis de panser les plaies infligées par la coalition à ce groupe. Désormais, le groupe évite de plus en plus les affrontements directs avec les armées régulières et revient à un mode classique d'action perceptible à travers la multiplication des attentats kamikazes, les attaques surprises de localité peuplées de civils et l'usage d'engins explosifs improvisés.

Mais Boko Haram ne semble pas avoir dit son dernier mot et les attentats perpétrés dans la ville de N'djamena au mois de juin 2015 démontrent que le groupe est capable d'opérer efficacement hors de son fief historique à travers les relais qu'il dispose dans l'ensemble des pays de la sous région.

### LA CROIX DJIHADISTE ET LA THÉORIE DU HEARTLAND SAHARIEN

Les terroristes islamistes sont les nouveaux acteurs avec qui il faut désormais compter dans les relations internationales africaines. Contrairement aux acteurs étatiques qui entretiennent entre eux des liens diplomatiques formels, ces nouveaux acteurs transnationaux s'organisent en réseau en nouant des rapports informels qui échappent au contrôle et à la médiation des États africains. Ils se livrent à une privatisation de la violence et contestent ainsi l'autorité des États qui les abritent. L'émergence de tels acteurs déterritorialisés est la résultante de la faiblesse structurelle des États africains et, plus spécifiquement, de leurs difficultés à sécuriser leurs frontières et à étendre leur autorité aux périphéries de leurs territoires. C'est dans ces périphéries que se constitue une zone grise où naissent de nouveaux entrepreneurs «*criminalo-salafistes*» qui se substituent à l'État et développent, avec d'autres acteurs de même acabit, des réseaux transnationaux.

L'analyse des rapports établis entre ces différents groupes permet de prédire, approximativement, la trajectoire et le futur foyer de d'expansion du djihad sur le continent africain, et peut être dans le monde.

Les groupes djihadistes qui opèrent dans le Sahel et dans la corne de l'Afrique se revendiquent de la filiation d'Al-Qaïda et entretiennent entre eux des rapports étroits.

AQMI et Al-Shabaab ont officiellement prêté allégeance à Al-Qaïda, respectivement en 2006 et en 2009. La déclassification par le CIA de 103 documents retrouvés dans l'appartement de Ben Laden à Abbottabad (Pakistan) a permis de comprendre que ces deux franchises du djihad en Afrique recevaient régulièrement des recommandations directes du chef d'Al-Qaïda. Le rêve d'AQMI, par la voix de son leader Abdelmalek Droukdel, était de fédérer l'ensemble

des djihadistes de la Mauritanie à la Somalie sous la bannière d'Al-Qaïda. Aujourd'hui, la coopération entre AQMI et les Shebab est l'emblème du développement d'une nouvelle diplomatie parallèle<sup>11</sup> dans les relations internationales africaines.

*A contrario*, les salafistes djihadistes présents en Afrique du nord et en Afrique centrale revendiquent une filiation avec Daesh. Ce qui tendrait à renforcer les relations entre Boko Haram et les nombreuses filiales de l'État Islamique installées en Afrique du nord. Après une longue période d'hésitation entre Daesh et Al-Qaïda et le rapprochement d'avec AQMI entre 2010 et 2012, le leader de Boko Haram a finalement opté pour Daesh<sup>12</sup>. Cette allégeance devrait logiquement impliquer une collaboration entre Boko Haram et les éléments de l'État Islamique présents en Libye

La représentation symbolique ou graphique de ces alliances informelles qui se tissent au gré des filiations idéologiques, nous offre une croix, un repère ortho-normé dont l'axe des abscisses représente les liens entre les djihadistes du Sahel et de la corne de l'Afrique, l'axe des ordonnées symbolisant les alliances entre les djihadistes d'Afrique centrale et d'Afrique du nord et le point O, centre du repère, symbolisant les alliances opportuniste et sporadiques qui peuvent s'établir entre tout ces groupes au nom de la réalisation d'une Umma idéalisée par ces fanatiques de l'islam<sup>13</sup>. Étonnamment, à partir d'un tracé approximatif, on réalise que le point O se situe entre le nord du Tchad, le sud de la Libye et le nord-est du Niger. Cette zone correspond effectivement à ce que le ministre français de la défense, Jean-Yves Le Drian, a désigné sous le nom de «*hub terroriste*». C'est dans cette zone grise, située en plein cœur du Sahara, que pourrait jaillir l'onde de choc d'un djihad qui pourrait progressivement se propager dans les autres régions du continent. À long terme, cette région pourrait représenter le nouveau pôle du djihad mondial.

L'importance du Sahara dans l'expansion du djihad en Afrique est consécutive à la déliquescence de l'État libyen après le renversement de M. Kadhafi. Le spécialiste de la géopolitique, Yves Lacoste, l'avait déjà prédit en ces termes : «*La guerre civile meurtrière qui se déroule, depuis février 2011, dans le nord de la Libye va probablement avoir, quelle qu'en soit l'issue, de grandes conséquences dans l'ensemble du Sahara et pas seulement dans le désert libyen*»<sup>14</sup>. C'est dire l'importance du Sahara que Gonzalo Escribano, directeur du programme d'Énergie du Real Instituto Elcano, décrit comme un Heartland Sahélo-Saharien dont l'instabilité pourrait troubler la sécurité d'un grand Rimland qui partirait du Canal de Suez jusqu'au Golf de Guinée.

Le contrôle du Sahara représente, selon ces analyses un aspect crucial pour les djihadistes. L'absence de régulation étatique et la proximité avec l'Europe et les États-Unis (ennemis objectifs) lui confère un intérêt stratégique pour l'ensemble des groupes djihadistes qui opèrent en Afrique, au Proche et au Moyen orient, en Asie central et en Asie du sud-est. L'importance des ressources énergétiques dont regorge cette région (gaz, pétrole, uranium et autres minerais) pourrait, en outre, offrir un avantage concurrentiel certain à la coalition islamiste.

Le père de la géopolitique Halford Mackinder, repris par le célèbre journaliste américain Robert Kaplan, ne disait-il pas : « celui qui contrôle le heartland, contrôle le monde » ? L'importance accordée par Yves Lacoste à la notion de « Heartland Saharien » nous suggère une question : le Sahara ne pourrait-il pas devenir la grande base de départ pour reconstituer l'unité du monde musulman ? Si c'est le cas, c'est alors dans cette zone que se jouera l'avenir du terrorisme international. Le Sahara sera pour le djihad global, ce que l'Eurasie représente aujourd'hui pour la géopolitique mondiale.

## CONCLUSION

Le terrorisme djihadiste s'implante progressivement dans les différentes régions de l'Afrique et tend à se substituer aux guerres civiles naguères dominantes sur le continent. Les contextes socio-économiques (pauvreté, chômage, famine, narcotrafic), politiques (printemps arabes, faiblesse des appareils d'État) et géopolitiques (remise en cause des frontières, intervention de certaines puissances, développement des zones grises) ont beaucoup contribué à l'implantation et à la création de liens entre la myriade de salafistes présents en Afrique. La représentation graphique des alliances entre ces djihadistes nous invite à postuler l'existence d'une « Croix djihadiste » qui se constitue progressivement sur le continent africain et dont le centre (point d'intersection de l'axe des abscisses et des ordonnées) symboliserait le futur épice de terrorisme islamiste. La découverte de cet épice nous interpelle sur le rôle de la Libye dans la stabilisation du continent africain. Qu'il s'agisse de l'Afrique du Nord, du Sahel, de l'Afrique centrale et de l'Afrique orientale, l'endigement du terrorisme islamiste doit prioritairement passer par la reconstruction de l'État libyen aujourd'hui en pleine déliquescence. Cette reconstruction pourrait permettre de stopper le trafic des armes, de démanteler les cellules de recrutement pour le djihad global, de rompre les sources d'approvisionnement des islamistes et de les priver d'une base arrière leur servant souvent de refuge dans le cadre des replis tactiques. Plus impor-

tant encore d'un point de vue stratégique, la maîtrise des « flux djihadistes » dans cette région doit permettre d'isoler le Heartland saharien, du Rimland qui héberge une quantité importante de salafistes djihadistes prêt à s'enrôler pour mener la guerre contre « les croisés ».

## NOTES

1. Lire à ce sujet : Anne Clémentine Larroque, *Géopolitique des islamistes*, Que sais-Je ? PUF, 2014.

2. À titre d'exemple, Ennahda a remporté les élections constituintes du 23 octobre 2011 en Tunisie ; les Frères musulmans et le parti salafiste Al-nur (parti de la lumière) ont respectivement obtenu 47 % et 24 % des sièges aux élections législatives 2011/2012. Ils devenaient ainsi les principales forces politiques du pays après le renversement du régime de Moubarak.

3. Samir Amghar, *Le Salafisme d'aujourd'hui : Mouvements sectaires en occident*, Michalon, 2011.

4. Des experts estiment que plus de 3 000 tunisiens se trouvent actuellement engagés dans les combats en Syrie et en Irak au côté de l'État islamique.

5. Le Sahel est cette bande intermédiaire, située entre la partie aride du Sahara et la région tropicale du sud, qui traverse l'Afrique.

6. Manassé Aboya Endong, « Risque mesuré ou surdimensionné » : *Instrumentalisation de l'AQMI et domination géostratégique ?*, Revue Africaine de Parlementarisme et de Démocratie, volume iii, n°5, avril 2011.

7. En effet, Al-Qaïda offre plus de visibilité internationale et est plus attractif pour recruter des combattants.

8. Près de 10.000 missiles sol-air appartenant à l'armée libyenne sont portés disparus. Donnée de Géopolitis, « *Sahel : que veulent les islamistes ?* », Magazine de la RTS et de TV5 MONDE, 2013.

9. Attentats du 11 juillet 2010 à Kampala pendant la finale de la coupe du monde 2010 faisant 74 morts ; explosion d'une grenade le 24 octobre 2011 dans une discothèque de la capitale kényane, Nairobi, blessant 14 personnes.

10. Comme en témoigne les alliances avec mouvement extrémiste kenyan Muslim Youth Center souvent appelé Al-Hijra, et le mouvement Ansaru présent au nord du Nigéria.

11. Ce concept traduit la décentralisation de la diplomatie et l'élargissement du champ diplomatique à des acteurs privés.

12. Interview de Mathieu Guidère, « *le ralliement de Boko Haram est une victoire stratégique de Daech sur Al-Qaïda* », Le Figaro.fr, Mars 2015.

13. En 2014, la France par la voie de son ministre de la défense, affirmait que s'était désormais en Lybie que se cachaient Belmoktar et Iyad Ag Ghali, leader d'Ansar-Dine.

14. « *Sahara, perspective et illusion géopolitique* », Herodote, n° 142, La Découverte, 2011.